

الغيبة الوكيفية للنزاهة
والوقاية من الرشوة وممارستها



APPEL D'OFFRES OUVERT

SUR OFFRES DE PRIX

N° 10/2026

REGLEMENT DE CONSULTATION

ACQUISITION, INSTALLATION, CONFIGURATION ET MISE EN SERVICE
D'UNE PLATEFORME DE SUPERVISION ET D'UNE SOLUTION DE SÉCURITÉ
APPLICATIVE AU PROFIT DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE
LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (INPPLC), EN
LOT UNIQUE.

 γ_E

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS.....	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 4 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 8 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET QUALITÉS DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 9 : OFFRE FINANCIÈRE	7
ARTICLE 10 : OFFRE TECHNIQUE.....	7
ARTICLE 11 : PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 12 : DÉPÔT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DÉPÔT DES PROSPECTUS ET TABLEAU DE CONFORMITÉ	9
ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRÉCIATION DES CAPACITÉS DES CONCURRENTS.....	9
ARTICLE 15 : EXAMEN DES PROSPECTUS	9
ARTICLE 16 : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES.....	10
ARTICLE 17 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	13
ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	13
ARTICLE 19 : PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE.....	13
ARTICLE 20 : LANGUE D'ÉTABLISSEMENT DES PIÈCES	13
ARTICLE 21 : RÉSULTATS DÉFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT	14
Annexe 1 : Modèle de CV	16
Annexe 2 : Tableau de conformité	17

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation a pour objet **l'acquisition, l'installation, la configuration et la mise en service d'une plateforme de supervision et d'une solution de sécurité applicative au profit de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), en lot unique.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement précité, le dossier d'appel d'offre doit comprendre :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle de bordereau des prix-détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 paragraphe 7 du règlement précité, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept (7) jours avant la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 23 ci-dessous. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu à l'alinéa 4 du paragraphe I-2 de l'article 23 ci-dessous doit être respecté.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y sont apportées ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

L'avis rectificatif intervient dans l'un des cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans respecter le délai de sept (7) jours visé ci-dessus ;
- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui court entre la date de publication de l'avis et la date de la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai de publicité réglementaire.

ARTICLE 5 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma ou le site web de l'INPPLC (<http://www.inpplc.ma>).

ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout autre moyen pouvant donner date certaine de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçu, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes formes aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent potentiel dans le portail des marchés publics et dans le site web de l'INSTANCE.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financière nécessaire à la réalisation des prestations, objet du présent appel d'offres ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes qui sont en liquidation judiciaire ;
- Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes qui ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 150 du règlement précité.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans le présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 148 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Le groupement désignera un mandataire représentant les membres dudit groupement lors de la procédure

de passation du marché, le cas échéant, et vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la phase d'exécution des travaux.

ARTICLE 8 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du Règlement précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif, un dossier technique comme suit :

A- Le dossier administratif comprend :

I. Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

1. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique ou d'un auto-entrepreneur agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de ladite société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
2. La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du Règlement fixant les règles et les modes de passation des marchés de l'INPPLC ;
3. Le cautionnement provisoire constitué par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté de la Ministre des Finances n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics : la constitution et la restitution des garanties pécuniaires s'effectuent par voie électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes prévues au niveau de l'article 148 du règlement précité.

4. Pour le groupement, la convention constitutive du groupement, prévu à l'article 148 du Règlement précité ou sa copie certifiée conforme.

Cette convention doit indiquer notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et le cas échéant, la répartition des prestations, conformément à l'article 148 du Règlement précité.

5. **Lorsque le concurrent est un établissement public**, il doit fournir, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues aux 2) et 3) de l'alinéa 1 du I-A du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.
6. **Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives**, il doit fournir, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues aux 1), 2) et 3) de l'alinéa 1 du A-I du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.
7. **Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur**, il doit fournir, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux 2) et 3) de l'alinéa 1) du I-A du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

II- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du Règlement précité :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du Règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- d. Une copie certifiée conforme des attestations ou autorisations requises pour l'exécution des prestations objet du marché conformément à la législation et la réglementation en vigueur, le cas échéant ;
- e. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a, b et c ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

f. Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- 1. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 ci-dessus.
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
L'attestation précitée n'est exigée que pour les établissements publics soumis à l'impôt.
- 2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production au maître d'ouvrage des pièces prévues aux 1) et 2) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

g. Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

- 1. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 ci-dessus.
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;
- 2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 27 ci-dessus.

La date de production des pièces prévues ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

h. Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 ci-dessus.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production au maître d'ouvrage de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

B- Un dossier technique comprend :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
2. Au moins deux (02) attestations de références relatives à des prestations similaires réalisées à partir de l'année 2021, délivrées par des maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations.

Chaque attestation précise **notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.**

ARTICLE 9 : OFFRE FINANCIERE

Conformément à l'article 30 du Règlement fixant les règles et les formes de passation des marchés de l'INPLC, l'offre financière comprend :

a. L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire selon le modèle joint au présent dossier d'appel d'offres.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 148 du Règlement précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b. Le bordereau des prix-détail estimatif dont le modèle est établi par le Maître d'Ouvrage et figure dans le présent dossier d'appel d'offres.

Les prix unitaires du bordereau des prix –détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Le montant total du bordereau des prix-détail estimatif doit être libellé en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

NB : Les calculs finaux doivent être tronqués à deux chiffres après la virgule.

ARTICLE 10 : OFFRE TECHNIQUE

Chaque concurrent doit présenter une offre technique qui comprend les pièces suivantes :

- a) **Pièce 1 : La note méthodologique** que le soumissionnaire envisage de mettre en œuvre pour réaliser les prestations objet du présent appel d'offres. Elle devra être détaillée au maximum et ne devra pas se limiter à reprendre les termes de référence ;
- b) **Pièce 2 : Le planning général d'exécution** du projet ;
- c) **Pièce 3 : La liste nominative de l'équipe proposée** pour la réalisation du marché :

Le soumissionnaire doit proposer une équipe projet composée au minimum des profils suivants :

- Profil 1 : Un (01) Chef de Projet ;
- Profil 2 : Un (01) Expert Supervision et Monitoring ;
- Profil 3 : Un (01) Expert Sécurité Applicative / DevSecOps.

Toute offre ne respectant pas cette composition sera rejetée.

- d) **Pièce 4 : Les CV et les diplômes :**

Les CV doivent :

- Respecter un format structuré (**Annexe 1**) ;
- Être signés par les intéressés et le soumissionnaire ;
- Préciser :
 - Formation ;
 - Expérience ;
 - Références de projets similaires ;
- **Être accompagnés des copies certifiées conformes des diplômes ;**
- Attestations de travail ou leurs copies certifiées conformes, justifiant les années d'expérience exigées pour chacun des membres de l'équipe projet ;
- Inclure les certificats pertinents.

ARTICLE 11 : PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Le dossier présenté par chaque concurrent doit contenir trois (03) enveloppes électroniques :

- a. La première enveloppe contient, outre les pièces du dossier administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité ;
- b. La deuxième enveloppe contient l'offre technique ;
- c. La troisième enveloppe contient l'offre financière.

Conformément à l'article 12 du Chapitre 4 de l'arrêté du MEF n° 1692-23 du 4 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, **les pièces produites par le concurrent sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique le concernant. Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.**

NB : Sous peine d'élimination, toute pièce déposée sur le portail doit être signée séparément (pièce par pièce) par le certificat de signature électronique.

ARTICLE 12 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 135 du Règlement précité et de l'arrêté n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics,

les plis doivent être envoyés par voie électronique via le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

Tout pli déposé électroniquement peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions que le dépôt des plis initiaux.

ARTICLE 13 : DEPOT DES PROSPECTUS ET TABLEAU DE CONFORMITE

Le concurrent devra remettre au maître d'ouvrage les prospectus relatifs aux :

- Plateforme de supervision et monitoring ;
- Solution de sécurité applicative.

Les prospectus des solutions citées ci-dessus ainsi que le tableau de conformité (**Annexe n°2**) exigés par le dossier d'appel d'offres doivent être déposées dans le service Achats et Moyens Généraux de l'INPPLC, sis avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, hall B, 3ème étage Hay Ryad Rabat, au plus tard le jour ouvrable précédant la date fixée pour la séance d'ouverture des plis, ou remis séance tenante au président de la commission d'ouverture des plis à la date et heure fixée ci-dessus pour l'ouverture des plis.

Ce pli doit être fermé et porter de façon apparente la mention « Prospectus ».

Les prospectus doivent être rédigés en langue française ou anglaise et contenir toutes les informations relatives aux caractéristiques techniques exigées dans le CPS.

ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

La séance d'ouverture des plis se tient au lieu, jour et heure prévus au niveau de l'avis de l'appel d'offres. L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 136 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et du chapitre 04 de l'arrêté n° 1692-23 du 23/06/2023.

ARTICLE 15 : EXAMEN DES PROSPECTUS

L'examen des prospectus concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et technique.

Les prospectus sont examinés conformément aux dispositions de l'article 40 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Les prospectus présentés par les concurrents doivent être lisibles **en langue française ou anglaise**.

Sera écarté tout concurrent n'ayant pas présenté un ou plusieurs prospectus ou ayant présenté :

- Un prospectus qui ne répond pas aux spécifications techniques exigées ;
- **Un prospectus rédigé en une langue autre que française ou anglaise.**

ARTICLE 16 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

La procédure de jugement des offres comportera 4 phases comme suit :

1. Analyse des dossiers administratif et technique ;
2. Analyse des prospectus et tableau de conformité ;
3. Analyse des offres techniques ;
4. Analyse des offres financières.

Les offres seront examinées en quatre phases conformément aux dispositions des articles 39, 40, 42, 43 et 44 du règlement précité.

Phase 1 : Analyse des dossiers administratif et technique

Il s'agit de l'examen de la conformité du dossier administratif et de l'analyse des capacités techniques des concurrents et à partir des éléments produits dans leurs dossiers. Elle aboutit à l'une des conclusions suivantes :

- Acceptation de l'offre ;
- Rejet de l'offre pour non-conformité au dossier de l'appel d'offres.

Seuls les concurrents admis à l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif et technique sont retenus pour l'évaluation des prospectus.

Phase 2 : Evaluation des prospectus et tableau de conformité

Il s'agit de l'examen des prospectus conformément aux exigences prescrites par le cahier des prescriptions spéciales.

Phase 3 : Evaluation des offres techniques

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 1 et 2. Pendant cette phase, il sera procédé à la comparaison des offres proposées par les candidats par rapport aux spécifications exigées.

Une note technique sur 100 sera attribuée à chaque concurrent.

A- Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées suivant les critères ci-après :

CRITERE 1 : Evaluation de la méthodologie d'intervention et planning (50 points)

Méthodologie d'intervention et planning		
Critère de notation	Notation	Barème (points)
Note méthodologique	• Méthodologie enrichie et améliorée pour réaliser les travaux d'installation et configuration : 30 points	30
	• Méthodologie répondant au strict minimum demandé pour réaliser les travaux d'installation et configuration : 20 points	
	• Méthodologie inappropriée : 0 point.	
Planning général d'exécution	• Planning cohérent et détaillé : 20 points	20
	• Planning cohérent mais non détaillé : 10 points	
	• Planning incohérent : 0 point.	
TOTAL de la note de de la méthodologie d'intervention et planning		50

Critère 2 : Evaluation de la qualification et les compétences de l'équipe du prestataire (50 points)

Le concurrent devra proposer au minimum les profils suivants :

- Un (01) Chef de Projet titulaire d'un diplôme BAC+5 au minimum en informatique, réseaux, cybersécurité ou équivalent, justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans.
- Un (01) Expert Supervision et Monitoring titulaire d'un diplôme BAC+3 au minimum en informatique, réseaux, systèmes, sécurité ou équivalent, justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans ;
- Un (01) Expert Sécurité Applicative / DevSecOps titulaire d'un diplôme BAC+3 au minimum en cybersécurité, informatique ou équivalent, justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans.

La notation sera attribuée comme suit :

Profil 1 : Chef de projet (20 points)

Profil 1 : Chef de projet		
Critère de notation	Notation	Barème (points)
Diplôme (en informatique, réseaux, cybersécurité ou équivalent)	• Supérieur à Bac+5 ou plus : 5 points • Bac+5 : 4 points • Moins de à Bac+5 : Ecarté	5
Nombre d'années d'expérience	• Supérieur ou égal à 7 ans : 5 points • Supérieur ou égal à 5 ans et inférieur strictement à 7 ans : 3 points • Inférieur strictement à 5 ans : Ecarté	5
Certifications	• Certification PMP, PRINCE2 ou équivalent : 5 points • Sans certification : 0 point	5
Nombre de missions en tant que : Chef de projet	• 5 missions similaires et plus : 5 points • 3 ou 4 missions : 3 points • 2 missions : 1 point • Inférieur strictement à 2 missions : 0 point	5
Total		20

Profil 2 : Expert Supervision et Monitoring (15 points)

Profil 2 : Expert Supervision et Monitoring		
Critère de notation	Notation	Barème (points)
Diplôme (en informatique , réseaux, systèmes, sécurité ou équivalent)	• Bac+5 ou plus : 5 points • Bac+3/Bac+4: 3 points • Moins de Bac+3: Ecarté	5
Nombre d'années d'expérience	• Supérieure ou égal à 5 ans : 5 points • Supérieur ou égal à 3 ans et strictement inférieure à 5 ans : 3 points • Strictement inférieure à 3 ans : Ecarté	5
Certification	• Certification sur la technologie proposée dans l'offre relative à la solution de supervision, monitoring ou observabilité : 5 points • Aucune certification : 0 point	5
Total		15

Profil 3 : Expert Sécurité Applicative / DevSecOps (15 points)

Profil 3 : Expert Sécurité Applicative / DevSecOps		
Critère de notation	Notation	Barème (points)
Diplôme (en cybersécurité, informatique ou équivalent)	- Bac+5 ou plus : 5 points - Bac+3/Bac+4 : 3 points - Moins de Bac+3 : Ecarté	5
Nombre d'années d'expérience	- Supérieure ou égal à 5 ans : 5 points - Supérieur ou égal à 3 ans et strictement inférieure à 5 ans : 3 points - Strictement inférieur à 3 ans : Ecarté	5
Certification	- Certification sur la technologie proposée dans l'offre relative à la solution de sécurité applicative : 5 points - Aucune certification : 0 point	5
Total		15
TOTAL de l'équipe du prestataire		50

** Si l'équipe proposée regroupe plusieurs intervenants pour le même profil, il sera procédé au calcul de la note moyenne pour les intervenants. Un intervenant ne peut pas être présenté pour deux profils ou plus.*

B- Motifs d'élimination des offres techniques

Sera écarté tout concurrent :

- Ayant proposé le même intervenant pour deux profils différents ;
- N'ayant pas présenté l'une des pièces exigées dans l'offre technique ;
- N'ayant pas présenté l'un des trois (03) profils exigés ;
- N'ayant pas présenté les copies conformes à l'originale des diplômes des trois (03) profils demandés ;
- Ayant une condition d'écartement au niveau des critères d'évaluation ;
- Ayant obtenu une note technique **inférieur à 70 points**.

Phase 4 : Evaluation des offres financières**A- Analyse financière**

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 3.

Pendant cette 3^{ème} phase :

La commission écarte, selon les modalités et dans les conditions prévues à l'article 44 du règlement des marchés précité, les offres financières jugées excessives et, éventuellement, les offres financières anormalement basses.

Ensuite, l'évaluation financière des offres sera faite en attribuant une note financière (NF) sur 100 à chaque candidat selon la formule ci-dessous :

$$\text{NF du soumissionnaire} = \frac{\text{Montant de l'offre du moins disant}}{\text{Montant de l'offre considéré}} * 100$$

B- Analyse technico-financière

La note finale de chaque prestataire sera calculée en faisant la somme de 60% de la note technique et 40% de la note financière.

NOTE globale = (60% * NOTE TECHNIQUE + 40% * NOTE FINANCIERE)

Le prestataire ayant obtenu la note GLOBALE la plus élevée sera déclaré attributaire du marché.

ARTICLE 17 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions des articles 36 et 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai n'excédant pas soixante (60) jours au maximum, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai via le portail des marchés publics conformément à l'arrêté n° 1692-23 du 23/06/2023 et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu.

ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions du point 5 de l'alinéa 2 de l'article 21 du Règlement précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible.

Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 19 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Lorsque les concurrents non installés au Maroc participent aux marchés de travaux, de fournitures et aux marchés de services, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.

Dans ces conditions, le montant de l'offre financière présentée par le concurrent non installé au Maroc est majoré d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%).

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au groupement, lorsqu'un ou plusieurs de ses membres sont installés au Maroc, à condition que la part qu'il détient ou qu'ils détiennent dans le groupement, telle qu'indiquée sur l'acte d'engagement, est égale ou supérieure à trente (30%) pour cent.

ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents, doivent être établies en langue française (et/ou langue anglaise pour les prospectus).

ARTICLE 21 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication pouvant donner date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser trois (03) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'écartement des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq (05) ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui sont restitués aux concurrents éliminés dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la date d'envoi de la lettre visée à l'alinéa 1 du présent article.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnités si son offre n'a pas été acceptée.

Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

Annexe 1 : Modèle de CV

Photo

Profil proposé au sein de l'équipe :

Nom et prénom :

Date de naissance :

Nationalité :

Adresse e-mail :

Emploi actuel :

Ancienneté dans le présent emploi :

Nombre de projets réalisés en relation avec le domaine de l'appel d'offres :

Nombre d'années d'expérience dans le domaine de l'appel d'offres :

Principales qualifications :

Indiquer en résumé l'expérience de l'intervention qui se rapporte avec les tâches qui lui seront affectés dans l'équipe proposée.

Formation (diplômes et certifications) :

Citer les diplômes et éventuellement les certificats obtenus en commençant par les plus récents.

Indiquer brièvement les établissements universitaires et les institutions d'enseignement spécialisés fréquentés avec le nom exact de l'établissement (éviter les abréviations).

Expérience professionnelle :

Indiquer les différents emplois et postes occupés par l'intervenant, en précisant les dates, le nom des employeurs successifs, le titre des fonctions assumées, le nombre d'années d'expérience, les projets réalisés dont le domaine est similaire à celui de l'AO et les technologies maîtrisées.

Projets réalisés en relation avec le domaine de l'appel d'offres :

Liste des projets réalisés						
Projet	Description succincte	Organisme	Durée	Année	Fonction assumée	Budget du projet

Langues :

Date et signature de l'intervenant

Date et signature de l'employeur

Annexe 2 : Tableau de conformité

• Prix N°1 : Plateforme de Supervision et Monitoring

Article	Spécifications minimales	Proposition du soumissionnaire	Conformité (Oui/Non)
Plateforme de Supervision et Monitoring	Solution centralisée intégrée provenant du même éditeur		
	Interface Web sécurisée multiutilisateur		
	Authentification LDAP / Active Directory		
	Supervision multi-constructeurs et multi-protocoles		
	Support SNMP, WMI, API REST, PowerShell		
	Analyse NetFlow, sFlow, J-Flow, IPFIX		
	Analyse avancée trafic Cisco NBAR2 / VMware VDS		
	Gestion des configurations réseau		
	Sauvegarde et restauration des configurations		
	Détection des changements de configuration		
	Vérification conformité sécurité		
	Gestion des vulnérabilités réseau		
	Supervision des systèmes Windows/Linux		
	Supervision Active Directory		
	Supervision Exchange		
	Supervision Serveur Web		
	Supervision bases de données (SQL Server, PostgreSQL, MySQL, Oracle ou équivalent)		

	Supervision (Azure / AWS / Office 365..)		
	Support Docker / Kubernetes / Mesos		
	Cartographie automatique du réseau		
	Découverte automatique des équipements		
	Gestion IPv4 / IPv6		
	Détection d'anomalies basée Machine Learning		
	Dashboards et rapports personnalisables		
	Export des rapports en PDF / Excel / CSV		
	Gestion des alertes et notifications		
	Support VMware / Hyper-V / Nutanix AHV		
	Livraison clé en main		
	Formation et transfert de compétences		
	Support constructeur / éditeur :3 ans		
	Mises à jour incluses		
	Attestation constructeur / éditeur		

• **Prix N°2 : Solution de Sécurité applicative**

Article	Spécifications minimales	Proposition du soumissionnaire	Conformité (Oui/Non)
Solution de Sécurité	Plateforme AST unifiée		
	Intégration SAST / DAST / SCA / IAST		
	Déploiement On-Premise / SaaS / Hybride		
	Console Web sécurisée		
	Authentification LDAP / Active Directory / SSO		

Analyse HTML5 / JavaScript / AJAX		
Support React / Vue.js		
Sécurité API REST / GraphQL / OpenAPI		
Analyse OWASP Top 10		
Analyse OWASP API Top 10		
Analyse CWE		
Support Infrastructure as Code (IaC)		
Analyse des composants Open Source		
Analyse des licences Open Source		
Génération SBOM SPDX / CycloneDX		
Intégration CI/CD		
Intégration VCS / LDAP / Issue Trackers		
Planification automatisée des scans		
Gestion RBAC		
Dashboards et reporting		
Export des rapports en PDF / Excel / CSV		
Priorisation intelligente des vulnérabilités		
Aide à la remédiation		
Contrôle des modèles IA Open Source		
Compatibilité avec les environnements Windows et Linux		
Livraison clé en main Les licences nécessaires pour au minimum trois (03) administrateurs		
Formation et transfert de compétences		
Support constructeur /éditeur :3 ans		
Mises à jour incluses		
Attestation constructeur / éditeur		

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° 10/2026

Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Objet : Acquisition, Installation, Configuration et Mise en service d'une Plateforme de Supervision et d'une Solution de Sécurité applicative au profit de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), en lot unique.

<u>Elaboré par</u> Directeur Adjoint chargé des Systèmes d'information Moulay Abdelaziz EL AMRANI  Instance Nationale de la Probité de la Prévention Et de la Lutte Contre la Corruption INPPLC	<u>Département Budget et Ressources Financières</u> Chef de Département Budget et Ressources Financières Moulay Abdellah OUMAMI  Instance Nationale de la Probité de la Prévention Et de la Lutte Contre la Corruption INPPLC
<u>Maître d'ouvrage</u> Pour le Président et Par Délégation Secrétaire Général Ahmed LAAMOU  Instance Nationale de la Probité de la Prévention Et de la Lutte Contre la Corruption INPPLC	<u>Signature du concurrent</u> (Nom, Prénom et Qualité du signataire avec le mention manuscrite « Lu et accepté »)